

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 1698

[2003/09297]

19 MARS 2003. — Loi modifiant le Code d'instruction criminelle, la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs et l'arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — Modifications du Code d'instruction criminelle

Art. 2. L'article 165, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque le jugement de condamnation emporte la confiscation spéciale de choses se trouvant hors du territoire de l'Etat belge, le ministère public en avise l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation et lui transmet une copie des pièces pertinentes du dossier répressif. L'Organe Central transmet ensuite ces copies au Ministre de la Justice. ».

Art. 3. § 1^{er}. Dans l'article 197, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « Le jugement sera exécuté » sont remplacés par les mots « Sans préjudice de l'article 197bis, le jugement sera exécuté ».

§ 2. Dans l'article 197, alinéa 2, du même Code, les mots « et confiscations » sont supprimés.

§ 3. L'article 197, alinéa 3, du même Code est abrogé.

Art. 4. Un article 197bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Les poursuites pour le recouvrement de biens confisqués seront faites au nom du procureur du Roi par le directeur de l'enregistrement et des domaines, selon les indications de l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation.

Le directeur de l'enregistrement et des domaines accomplit tous les actes et introduit toutes les demandes nécessaires au recouvrement ou à la sauvegarde des droits qui émanent du jugement pour le Trésor. L'introduction de demandes en justice nécessite une concertation préalable avec l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation.

Lorsque le jugement de condamnation emporte la confiscation spéciale de biens se trouvant hors du territoire de l'Etat belge, le ministère public en avise l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation et lui transmet une copie des pièces pertinentes du dossier répressif. L'Organe Central transmet ensuite ces copies au Ministre de la Justice. ».

Art. 5. L'article 376, alinéa 2, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque l'arrêt de condamnation emporte la confiscation spéciale des choses se trouvant hors du territoire de l'Etat belge, le ministère public en avise l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation et lui transmet une copie des pièces pertinentes du dossier répressif. L'Organe Central transmet ensuite ces copies au Ministre de la Justice. ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 1698

[2003/09297]

19 MAART 2003. — Wet tot wijziging van het Wetboek van strafvordering, van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen en het koninklijk besluit van 28 december 1950 houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen van het Wetboek van strafvordering

Art. 2. Artikel 165, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering wordt vervangen door de volgende tekst :

« Indien het veroordelend vonnis de bijzondere verbeurdverklaring inhoudt van zaken die zich buiten het grondgebied van de Belgische Staat bevinden, stelt het openbaar ministerie het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring daarvan in kennis en zendt het hem een afschrift van de relevante stukken van het strafdossier toe. Het Centraal Orgaan zendt deze afschriften vervolgens toe aan de Minister van Justitie. ».

Art. 3. § 1. In artikel 197, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « Het vonnis wordt ten uitvoer gelegd » vervangen door de woorden « Onverminderd artikel 197bis, wordt het vonnis ten uitvoer gelegd ».

§ 2. In artikel 197, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering worden de woorden « en van verbeurdverklaarde zaken » geschrapt.

§ 3. Artikel 197, derde lid, van het Wetboek van strafvordering, wordt opgeheven.

Art. 4. In hetzelfde Wetboek wordt een nieuw artikel 197bis ingevoerd, luidend als volgt :

« De vervolgingen tot invordering van verbeurdverklaarde goederen, worden in naam van de procureur des Konings gedaan door de directeur van registratie en domeinen, volgens de aanwijzingen van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring.

De directeur van registratie en domeinen verricht alle handelingen en stelt alle vorderingen in, die vereist zijn ter inning of ter vrijwaring van de rechten die voor de Schatkist voortvloeien uit het vonnis. Het instellen van vorderingen in rechte vereist een voorafgaandelijk overleg met het Centraal orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring.

Indien het veroordelend vonnis de bijzondere verbeurdverklaring inhoudt van goederen die zich buiten het grondgebied van de Belgische Staat bevinden, stelt het openbaar ministerie het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring daarvan in kennis en zendt het hem een afschrift van de relevante stukken van het strafdossier toe. Het Centraal Orgaan zendt deze afschriften vervolgens toe aan de Minister van Justitie. ».

Art. 5. Artikel 376, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Indien het veroordelend arrest de bijzondere verbeurdverklaring inhoudt van zaken die zich buiten het grondgebied van de Belgische staat bevinden, stelt het openbaar ministerie het Centraal orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring daarvan in kennis en zendt het haar een afschrift van de relevante stukken van het strafdossier toe. Het Centraal Orgaan zendt deze afschriften vervolgens toe aan de Minister van Justitie. ».

CHAPITRE III. — *Modifications de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs*

Art. 6. L'article 21, alinéa 3, de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque la saisie se prolonge plus de deux mois, le procureur du Roi peut autoriser l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation à faire procéder à l'aliénation du véhicule automoteur saisi par le directeur de l'enregistrement et des domaines.

Il notifie ses intentions d'aliénation aux personnes visées à l'article 22, §§ 1^{er} et 3, si celles-ci peuvent être identifiées. La notification est adressée par télécopie ou par lettre recommandée à la poste à ces personnes et, le cas échéant, à leurs avocats. Elle contient le texte du présent article.

Les personnes auxquelles est adressée la notification et toutes les personnes qui font preuve d'un intérêt légitime peuvent faire connaître au procureur du Roi leurs objections à l'aliénation dans un délai de quinze jours à dater de l'envoi de la notification. Si une de ces personnes au moins se trouve à l'étranger, ce délai est prolongé de quinze jours.

Le procureur du Roi statue au plus tard dans le mois qui suit l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent et en communique une copie aux personnes auxquelles la notification a été adressée ou qui ont fait connaître leurs objections, selon les modalités prévues à l'alinéa précédent et dans les huit jours qui suivent sa décision.

La chambre des mises en accusation peut être saisie de l'affaire par ces personnes dans les quinze jours de la notification de la décision.

La chambre des mises en accusation est saisie de l'affaire par une déclaration faite au greffe du tribunal de police et inscrite dans un registre ouvert à cet effet.

Le procureur du Roi transmet les pièces au procureur général qui les dépose au greffe.

La chambre des mises en accusation statue dans les quinze jours du dépôt de la déclaration. Ce délai est suspendu le temps de la remise accordée à la demande d'une des parties ou de leurs avocats.

Le greffier donne avis aux parties et à leurs avocats par télécopie ou par lettre recommandée à la poste, des lieux, date et heure au plus tard quarante-huit heures avant l'audience.

Le procureur général, les parties et leurs avocats sont entendus.

La personne qui a saisi la chambre des mises en accusation de l'affaire et qui succombe peut être condamnée aux dépens.

Le procureur du Roi communique sans délai une copie de sa décision définitive ou de l'arrêt de la chambre des mises en accusation à l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation, lequel procède dès ce moment en vertu des tâches qui lui sont confiées par la loi. »

Art. 7. A l'article 21, quatrième alinéa de la même loi, les mots « autorisée par le président du tribunal » sont remplacés par les mots « autorisée par le procureur du Roi ».

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'Arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive*

Art. 8. Dans l'article 121, de l'Arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive, les alinéas 3 à 5 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Endéans les trois jours, le greffier remet au receveur de l'enregistrement et des domaines, sous la forme d'un document ou par la voie électronique, un extrait de tout jugement ou arrêt passé en force de chose jugée et portant condamnation à des amendes, confiscation ou frais.

En outre, le greffier communique à l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation, sous la forme d'un document ou par la voie électronique, une copie de tout jugement de condamnation emportant la confiscation spéciale prévue à l'article 197bis du Code d'Instruction criminelle, ainsi qu'une copie de l'extrait de ce jugement.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen*

Art. 6. Artikel 21, derde lid, van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen wordt vervangen door de volgende tekst :

« Wanneer het beslag langer duurt dan twee maanden, kan de procureur des Konings aan het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring toelating geven om tot de vervreemding te doen overgaan van het in beslag genomen motorrijtuig door de directeur van registratie en domeinen.

Hij geeft kennis van zijn voornemen tot vervreemding aan de personen bedoeld in artikel 22, §§ 1 en 3, indien deze identificeerbaar zijn. De kennisgeving gebeurt per faxpost of bij een ter post aangetekende brief aan deze personen en, in voorkomend geval, aan hun advocaten. Zij bevat de tekst van huidig artikel.

De personen aan wie de kennisgeving wordt gericht en alle personen die blijk geven van een rechtmatig belang, kunnen binnen een termijn van vijftien dagen na de datum van verzending van de kennisgeving, hun bezwaren tegen de vervreemding laten kennen aan de procureur des Konings. Bevindt minstens één van deze personen zich in het buitenland, dan wordt deze termijn verlengd met 15 dagen.

De procureur des Konings doet uitspraak uiterlijk binnen de maand na het verstrijken van de in het vorige lid bedoelde termijn en brengt, op de in het vorige lid bepaalde wijze, binnen de acht dagen na zijn beslissing een afschrift ervan ter kennis aan de personen aan wie de kennisgeving werd gedaan of die hun bezwaren hebben laten kennen.

De zaak kan door deze personen bij de kamer van inbeschuldigingstelling worden aangebracht binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de beslissing.

De zaak wordt aangebracht bij de kamer van inbeschuldigingstelling door een verklaring gedaan op de griffie van de politierechtbank en ingeschreven in een daartoe bestemd register.

De procureur des Konings zendt de stukken over aan de procureur-generaal, die ze ter griffie neerlegt.

De kamer van inbeschuldigingstelling doet uitspraak binnen vijftien dagen na de neerlegging van de verklaring. Deze termijn is geschorst tijdens de duur van het uitstel verleend op verzoek van een van de partijen of van hun advocaten.

De griffier stelt de partijen en hun advocaten per faxpost of bij een ter post aangetekende brief, uiterlijk achtenveertig uur vooraf, in kennis van plaats, dag en uur van de zitting.

De procureur-generaal, de partijen en hun advocaten worden gehoord.

De persoon die de zaak bij de kamer van inbeschuldigingstelling heeft aangebracht en die in het ongelijk wordt gesteld, kan veroordeeld worden in de kosten.

De procureur des konings maakt onverwijld een kopie van zijn definitieve beslissing of van het arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling over aan het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring, dat vanaf dan handelt overeenkomstig de hem bij wet opgedragen opdrachten. »

Art. 7. In artikel 21, vierde lid van dezelfde wet, worden de woorden « waartoe de voorzitter van de rechtbank machtiging heeft verleend » vervangen door de woorden « waartoe de procureur des Konings toelating heeft gegeven ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in het koninklijk besluit van 28 december 1950 houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken*

Art. 8. Artikel 121, derde tot vijfde lid, van het koninklijk besluit van 28 december 1950 houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken, wordt vervangen door de volgende tekst :

« Binnen drie dagen maakt de griffier, in de vorm van een document of via elektronische weg, aan de ontvanger van de registratie en domeinen een uittreksel over uit elk vonnis of arrest dat in kracht van gewijsde is gegaan en verwijzing tot geldboeten, verbeurdverklaring of kosten inhoudt.

Daarenboven maakt de griffier, in de vorm van een document of via elektronische weg, een kopie elk veroordelend vonnis dat de bijzondere verbeurdverklaring zoals bedoeld in artikel 197bis van het Wetboek van strafvordering inhoudt, alsmede kopie van het uittreksel ervan, over aan het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring.

Endéans le même délai, le greffier communique, par la voie électronique, à l'administration centrale de l'enregistrement et des domaines, responsable de la banque de données amendes pénales, confiscations et frais de justice en matière répressive, les éléments qui sont contenus dans tout extrait et qui sont nécessaires pour le traitement des données relatives aux amendes pénales, aux confiscations et aux frais de justice en matière répressive.

Lorsqu'un même jugement ou l'arrêt a condamné plusieurs individus à des amendes, confiscation ou frais, et que ces condamnations sont devenues définitives pour les uns, sans l'être pour les autres, il est procédé conformément aux alinéas 3 à 5 concernant la partie devenue définitive du jugement ou de l'arrêt. ».

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

Art. 9. La présente loi entre en vigueur le premier jour du quatrième mois qui suit la date de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 8, qui entre en vigueur à la date fixée par le Roi dans un arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—
Note

(1) Chambre des représentants :

Documents.

Doc 50 2274/2003 :

N° 1 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Voir aussi :

Compte rendu intégral : 6 février 2003.

Sénat.

Documents.

2-1461-2003 :

N° 1 : Projet non évoqué par le Sénat.

Annales du Sénat : 25 février 2003.

Binnen dezelfde termijn maakt de griffier aan de centrale administratie van de registratie en domeinen, verantwoordelijk voor de werking van de gegevensbank penale boeten, verbeurdverklaringen en gerechtskosten in strafzaken, via elektronische weg de elementen over die vervat zijn in elk uittreksel, en die noodzakelijk zijn voor de verwerking van de gegevens betreffende de penale boeten, de verbeurdverklaringen en de gerechtskosten in strafzaken.

Wanneer een zelfde vonnis of arrest verscheidene personen veroordeeld heeft tot geldboeten, verbeurdverklaring of kosten, en die veroordelingen voor de enen definitief zijn geworden zonder het voor de anderen te zijn, wordt met betrekking tot het definitief geworden gedeelte van het vonnis of arrest gehandeld zoals voorzien in het derde tot en met het vijfde lid. ».

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 9. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de vierde maand volgend op de datum van de publicatie van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 8, dat in werking treedt op de door de koning bij in Ministerraad te overleggen besluit te bepalen datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers :

Stukken.

Doc 50 2274/2003 :

Nr. 1 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Zie ook :

Integraal verslag : 6 februari 2003.

Senaat.

Stukken.

2-1461-2003 :

Nr. 1 : Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.

Handelingen van de Senaat : 25 februari 2003.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 1699

[2003/09298]

26 MARS 2003. — *Loi portant création d'un Organe central pour la Saisie et la Confiscation et portant des dispositions sur la gestion à valeur des biens saisis et sur l'exécution de certaines sanctions patrimoniales (1)*

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Il est créé au sein du ministère public un Organe Central pour la Saisie et la Confiscation, appelé ci-après Organe Central.

Le siège de l'Organe Central est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 1699

[2003/09298]

26 MAART 2003. — *Wet houdende oprichting van een Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring en houdende bepalingen inzake het waardevast beheer van in beslag genomen goederen en de uitvoering van bepaalde vermogenssancties (1)*

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers heben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Binnen het openbaar ministerie wordt een Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring, hierna Centraal Orgaan genoemd, opgericht.

De zetel van het Centraal Orgaan is gevestigd in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.